



Jean-Philippe MALLÉa rejoint l'Assemblée Nationale le 22 juillet 2012, en tant que suppléant de Benoît Hamon dans la onzième circonscription des Yvelines, nommé ministre du gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Il est attaché territorial au sein de la région Île-de-France, en détachement pour exercer son mandat de député. En mars 2011, il est élu conseiller général des Yvelines dans le canton de Saint-Cyr-l'École.

Cher Thomas,

Merci de ce temps d'accueil ici chez toi, sur tes terres, si chères, comme tu l'as rappelé, à François MITTERAND. Ce 3ème rendez-vous est notre première université d'Automne. Ce n'était pas évident à organiser car nous sommes un jeune cercle de réflexion et l'étaler sur deux journées est ambitieux. Je voudrais d'ores et déjà remercier les organisateurs qui ont beaucoup contribué à ce succès, en particulier les jeunes de l'équipe technique : François, Sophie, Pauline, Théo, et les moins jeunes comme Michel qui ont beaucoup travaillé à la tenue de cette rencontre. Il s'agit de la 3ème rencontre. Nous avons lancé notre cercle de réflexion au printemps, en présence de Jacques DELORS, salle Colbert, à l'Assemblée Nationale. Un 2ème rendez-vous avec le Pr Didier SICARD, qui a rendu son rapport sur la fin de vie à F. HOLLANDE en décembre dernier. La fin de vie c'est une problématique qui va se poser aux parlementaires : F.HOLLANDE est décidé à légiférer en la matière - ce qui n'est d'ailleurs pas partagé par le Pr SICARD. Le Pr SICARD conclue son rapport, en affirmant qu'il n'y a pas besoin de loi mais qu'il convient de proposer des mesures pratiques et pragmatiques.

Merci évidemment à toutes les personnalités qui sont venues, qui nous honorent de leur présence et qui aux côtés des parlementaires, ont fondé ce cercle. Je pense à Jérôme VIGNON, à Jean-Baptiste de FOUCAULD et à bien d'autres.

Ce qui fait la singularité, l'originalité de notre cercle, c'est le paradigme de Jérôme VIGNON qui a toute sa vie concilié, aux côtés de Jacques DELORS, l'action et la réflexion. Et Jérôme nous a toujours dit que ce qui était intéressant dans ce cercle, dans cette initiative c'est la présence de parlementaires. L'idée est de nourrir les parlementaires d'une réflexion. Il faut bien savoir que s'il y a un endroit où l'on réfléchit bien peu c'est à l'Assemblée Nationale. Je suis désolé de ces propos, mais vous ne pouvez pas savoir, en une année, à quelle vitesse nous avons dû voter des textes qui ont été proposés. Pour nous, c'est très précieux : prendre le temps de vous écouter et apprendre. Pour moi, c'est ce qui fait l'intérêt de ces journées.

Pourquoi ce cercle de réflexion ? Nous nous sommes dit que nous partagions, avec quelques parlementaires et des personnalités de la Société Civile - comme le monde associatif - le Christianisme social. Nous ne sommes pas la gauche chrétienne.

Nous ne voulons pas faire de courant politique, un courant qui serait un courant chrétien du parti socialiste. Mais il y a deux réalités qui cohabitent en chacun de nous : nous sommes catholiques - sans l'afficher, mais sans en avoir honte - Et nous sommes de gauche, puisque Esprit Civique est un cercle de réflexion très solidement ancré à gauche. Nous voulons faire vivre, avec Dominique, la biodiversité à gauche, ce qui est très intéressant. Je ne vais pas préempter le débat de cet après-midi sur le récit républicain ; Thomas en a déjà dit un mot. Je voulais simplement faire état d'une réflexion, qui me semble essentielle et fondamentale. Tout le monde connaît les difficultés que la gauche rencontre aujourd'hui, des difficultés intellectuelles pour penser le politique.

Par exemple : Comment renouer avec le temps long en politique ? Il me semble qu'une réflexion sur la temporalité, sur le temps, s'impose. Nous avons invité Gilles FINCHENLSTEIN, le directeur de la fondation Jean-Jaurès, qui a écrit un livre très intéressant que j'ai lu cet été : la Dictature de l'urgence. Gilles FINCHENLSTEIN connaît bien la politique : Il a créé la fondation Jean-Jaurès et c'est aussi un intellectuel. Il réfléchit beaucoup à cette question du temps en politique. Il nous a promis qu'il viendrait salle Colbert à l'Assemblée Nationale à une de nos soirées, parler du rapport entre la politique et le temps.

Deuxième chose que je voulais vous livrer : le récit c'est tout sauf le storytelling. Le storytelling, c'est offrir, chaque jour, une histoire nouvelle, à la population pour la détourner de l'essentiel. Le récit républicain, lui, vient de loin, passe par le politique, et doit nous amener dans une certaine direction. Je soumetts cela à votre réflexion. Dans les difficultés que l'on vit, les difficultés qui sont les nôtres - le législatif mais aussi l'exécutif, puisque nous avons été gourmandés cette semaine par l'exécutif sur le fait que le groupe parlementaire socialiste serait agité – je pense que l'exécutif devrait avoir une réflexion salutaire sur ce positionnement et sur la façon de s'adresser aux Français. Je pense que les maladresses - comme l'affaire Léonarda - n'est qu'un signe de plus, me semble-t-il, de quelque chose qui ne va pas. Nous ne sommes peut-être même pas d'accord entre nous à gauche sur ce que sont l'État et la nation par exemple, des concepts qui viennent de loin. Je rappelle que la France est une construction politique et que c'est l'État qui a créé la France.

Parler du récit républicain, cela revient forcément à parler de la place de l'État, dans notre pays, de la place de la Nation. Comment articuler notre État, notre Nation, dans la construction européenne ? N'y a-t-il pas matière, justement, de pouvoir arriver à une réorientation de la construction européenne ? Vous avez probablement lu ces pages dans le Monde (daté du 25 Octobre), qui sont très intéressantes sur le débat qui traverse la gauche. Jean-Pierre LE GOFF, le sociologue pose les choses de manières très pertinentes : « Un pays qui ne sait plus d'où il vient et où il va, perd l'estime de lui-même. Il faut aborder les questions qui dérangent en dehors des tabous et des invectives. Quel rapport la gauche entretient-elle aujourd'hui avec la nation ? Les références éthérées à l'Europe et aux droits de l'homme ne peuvent tenir lieu de réponses à ces questions ; l'attachement au modèle social ne peut suffire. Qu'en est-il de ce "cher et vieux pays" (c'était Charles de Gaulle qui parlait de ce cher vieux pays) au sein de l'Union Européenne et dans le monde ? La gauche devrait expliquer de façon cohérente et crédible le sens qu'elle donne désormais à la République face aux groupes de pressions qui fondent leurs particularités ethniques, communautaires ou religieuses, en considérant la laïcité comme discriminatoire ». Et il conclut « c'est l'avenir d'une gauche républicaine et sociale, attachée à l'État de droit, respectueuses des libertés d'opinion du débat intellectuel, qui est désormais en question ». C'est à ce débat intellectuel que nous vous invitons pendant cette Université.